

Emploi et coûts salariaux

Faits marquants en 2008 - 2009

- La récession pèse lourdement sur l'emploi industriel en fin d'année et plus encore début 2009
- Forte baisse de l'intérim dans l'industrie
- Le recours aux heures supplémentaires pâtit de la crise
- Moindres tensions sur le marché du travail
- Baisse de la productivité du travail en fin d'année induisant une hausse des coûts salariaux unitaires

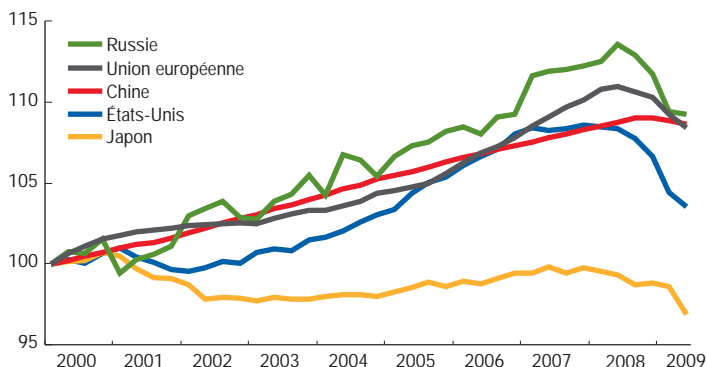
Conséquence de la crise économique mondiale, avec le recul de l'activité, la situation de l'emploi s'est dégradée partout dans le monde fin 2008. Pour l'ensemble de l'économie, l'emploi a stagné (+ 0,1 %) dans l'Union européenne (UE) et déchu de 1,5 % aux États-Unis et de 0,8 % au Japon entre fin 2007 et fin 2008.

Dans l'Union européenne, l'emploi a baissé à partir du troisième trimestre 2008. Le recul s'est accéléré au quatrième. Cette baisse succède à une période de croissance ininterrompue depuis le début 2000, soutenue notamment par le dynamisme de l'emploi en Espagne et en Italie puis, à partir de 2005, en Allemagne et, suite à leur adhésion, dans les nouveaux États membres (NEM) de l'Union européenne. Selon les pays, le retournement s'est produit plus ou moins tardivement au cours de l'année 2008 : au premier semestre en France et en Espagne, au troisième trimestre au Royaume-Uni et en Italie. Au quatrième trimestre, à l'exception de l'Allemagne, le reflux est général et massif, y compris dans les NEM malgré une bonne résistance de la Pologne.

Au premier trimestre 2009, le recul de l'emploi s'accroît dans le monde, notamment aux États-Unis (- 1,7 %) et dans l'Union européenne (- 0,8 %) avec la première baisse en Allemagne depuis 2005 (- 0,3 %). Au deuxième trimestre, le repli se poursuit, mais à un rythme plus modéré, sauf au Japon et dans les NEM où le recul de l'emploi s'accroît.

1. Évolution de l'emploi dans quelques grandes économies mondiales

Indices base 100 : 1^{er} trimestre 2000

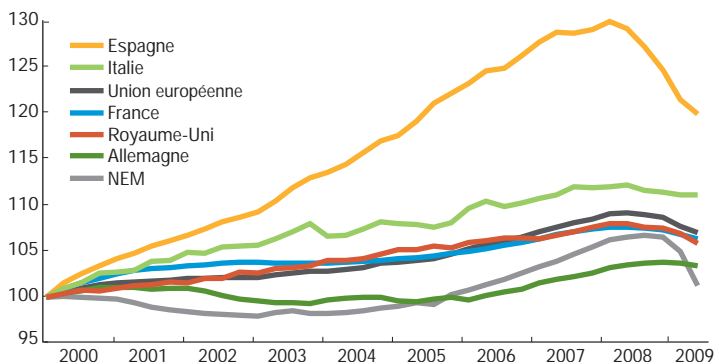


Champ : ensemble de l'économie, y compris agriculture et services non marchands.

Sources : OCDE (tous pays sauf UE), Eurostat (UE).

2. Évolution de l'emploi dans les grands pays européens

Indices base 100 : 1^{er} trimestre 2000



Champ : ensemble de l'économie, y compris agriculture et services non marchands.

Source : Eurostat, Comptes nationaux.

Deux groupes de pays se distinguent : le premier rassemble des États dont l'emploi total (y compris non marchand) progressait jusqu'à l'entrée en récession de l'économie mondiale, intervenue au second semestre 2008. Il s'agit notamment de la Chine, de l'Allemagne et des NEM. Dans ces pays, l'emploi a sensiblement progressé entre le quatrième trimestre 2007 et le quatrième trimestre 2008. Le second regroupe des États dans lesquels la situation de l'emploi avait commencé à se dégrader avant la récession. Y figurent les États-Unis, le Japon, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et l'Espagne. Dans ces pays, l'emploi total a régressé entre le quatrième trimestre 2007 et le quatrième trimestre 2008.

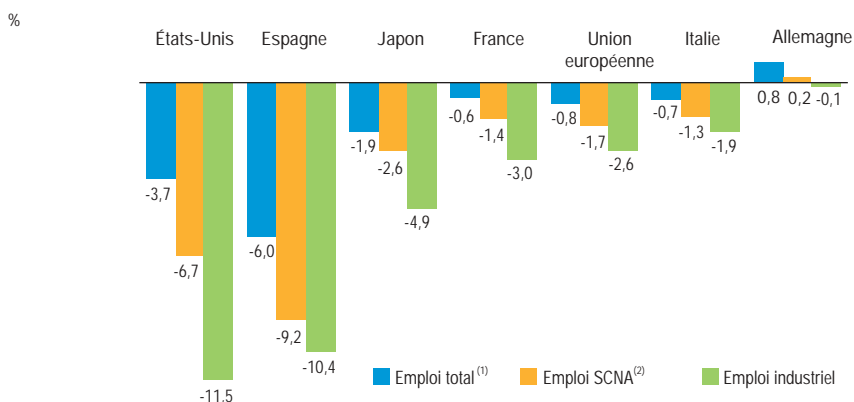
En France, comme dans beaucoup d'autres pays, l'emploi dans les secteurs concurrentiels non agricoles (SCNA) s'est contracté en 2008 : sur l'ensemble de l'année, le reflux a atteint 0,9 % en glissement annuel, soit - 141 000 emplois, la plus forte baisse annuelle depuis 1993. Avec l'aggravation de la récession économique, les pertes d'emplois se sont fortement accélérées au début de 2009 (- 192 000 emplois au premier trimestre, après - 117 000 emplois au quatrième trimestre 2008). Le second trimestre s'est soldé par la perte de 114 000 nouveaux emplois. La baisse des effectifs concerne désormais le secteur tertiaire, phénomène inédit depuis plus de quarante ans. La rupture avec l'évolution de l'emploi antérieure à la crise économique mondiale est donc particulièrement brutale : en moyenne, dans les secteurs concurrentiels, 235 000 emplois par an avaient été créés entre début 2005 et fin 2007.

L'emploi industriel est le plus durement touché par la crise économique mondiale

L'activité manufacturière étant plus sensible et plus réactive à la conjoncture, dans tous les pays l'emploi industriel direct* a été plus durement et plus rapidement affecté par la crise que l'emploi total. Aux États-Unis, touchés par la récession économique avant l'Europe, l'emploi industriel a chuté de plus de 11 % entre fin 2007 et mars 2009, soit trois fois plus que l'emploi total.

* Voir « Définitions » en annexe.

3. Évolution de l'emploi de fin 2007 à mars 2009



⁽¹⁾ emploi de l'ensemble de l'économie.

⁽²⁾ sauf services personnels, collectifs et récréatifs.

Sources : Eurostat, BLS et Statistics Bureau Japan.

En Europe (sauf en Espagne), l'emploi total a également mieux résisté que l'emploi industriel (- 0,8 % contre - 2,6 % entre fin 2007 et mars 2009). L'emploi industriel s'est fortement contracté au dernier trimestre 2008 (- 1,0 %) et plus encore au premier trimestre 2009 (- 1,5 %). L'Espagne est durement touchée (- 4,5 % en moyenne trimestrielle entre octobre 2008 et fin mars 2009), tandis que l'Italie résiste mieux (- 0,5 % en moyenne trimestrielle entre octobre 2008 et fin mars 2009). L'Allemagne se singularise : l'emploi industriel baisse très peu en fin d'année 2008 : sur l'ensemble de l'année, la hausse des effectifs est de + 0,9 %. Mais la contraction du commerce mondial finit par peser sur l'économie allemande et l'emploi industriel recule de 0,9 % au premier trimestre 2009.

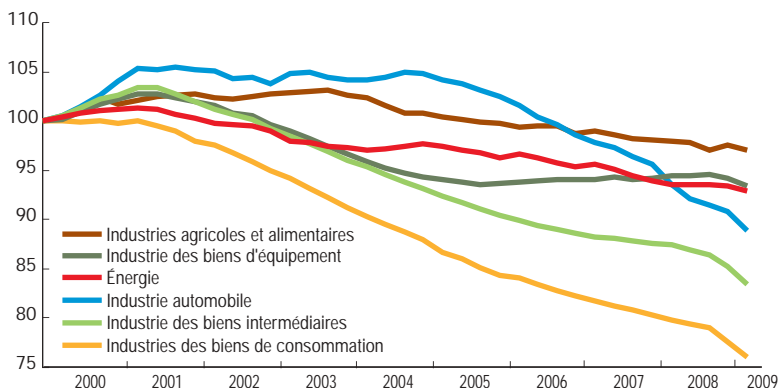
En France, l'emploi industriel direct s'est replié dans tous les secteurs d'activité

En France, le recul de l'emploi industriel direct (y compris IAA et énergie), tendanciel depuis le début des années 2000, s'est brutalement accéléré en 2008 et plus encore au premier semestre 2009. Le glissement annuel s'est établi à - 2,0 % fin 2008 (contre - 1,0 % fin 2007) avec la perte de 74 000 emplois, soit près du double de 2007. Et au premier semestre 2009, ce sont plus de 100 000 emplois directs qui ont disparu.

Aucun secteur industriel n'a été épargné. Les biens intermédiaires ont été les plus touchés en nombre (- 36 000 en 2008, soit - 2,8 %, - 26 000 au premier trimestre 2009). L'industrie automobile a perdu le plus d'emplois en part relative (- 13 000 en 2008, soit - 4,9 %, - 6 000 au premier trimestre 2009). La baisse a atteint 20 000 emplois en 2008 dans les biens de consommation (- 11 000 au premier trimestre 2009). Les pertes d'emplois sont plus limitées dans les biens d'équipement (- 1 000 en 2008), dans les industries agroalimentaires (- 3 000) et l'énergie (- 1 000). Mais dans ces trois secteurs, la situation s'est détériorée au début de 2009, notamment dans les biens d'équipement, où 7 000 emplois ont été supprimés au premier trimestre. À un niveau plus fin, seule la construction aéronautique, navale et ferroviaire a stabilisé ses effectifs. Toutes les autres activités ont perdu des emplois, y compris le secteur de la pharmacie, parfumerie, entretien, créateur net d'emplois jusqu'en 2007.

4. Emploi salarié direct par grand secteur industriel

Indices, base 100 au 31 décembre 1999



Source : Insee.

Le recours à l'intérim s'est effondré dans l'industrie

Premier levier d'ajustement aux variations d'activité, l'emploi intérimaire a subi de plein fouet les effets de la chute de la production industrielle : il s'est effondré fin 2008. En équivalent temps plein, l'emploi intérimaire industriel a chuté de 25 % entre décembre 2007 et décembre 2008. Compte tenu du poids important de l'industrie dans l'intérim (plus de 40 % des emplois), le nombre d'emplois intérimaires perdus y est très élevé : 74 000 (après + 16 000 en 2007), dont 50 000 au cours du seul dernier trimestre. Cette chute s'est poursuivie au premier trimestre 2009 avec une nouvelle perte de 50 000 emplois intérimaires.

L'intérim industriel est ainsi passé d'un maximum de 300 000 emplois (en équivalent temps plein) fin mars 2008 à 168 000 un an plus tard, minimum historique depuis l'année 1996. Sa part dans l'industrie a diminué pour la première fois depuis 2004, revenant de 7,3 % fin 2007 à 5,7 % fin 2008.

La chute de l'emploi intérimaire a affecté tous les secteurs industriels. L'industrie des biens intermédiaires a subi la plus forte baisse (- 12,4 % en 2008 par rapport à 2007 en moyenne annuelle, soit - 14 300 emplois en équivalent temps plein), particulièrement la métallurgie et la transformation des métaux (- 4 500) et la chimie, caoutchouc, plastiques (- 4 200). Si toutes les catégories socioprofessionnelles sont affectées, le repli est particulièrement marqué pour les ouvriers non qualifiés (- 10,1 %, soit -14 000 postes) qui constituent la moitié des emplois intérimaires dans l'industrie.

Le recul de l'emploi industriel total s'est cependant infléchi au deuxième trimestre

Avec le lent redémarrage de la production industrielle à partir de mai, au deuxième trimestre 2009, alors que les pertes d'emplois directs se sont stabilisées à un niveau très élevé de 52 000, l'hémorragie dans l'intérim industriel s'est arrêtée : 5 000 emplois intérimaires ont même été créés. Ainsi, au total, l'industrie a perdu deux fois moins d'emplois au deuxième trimestre 2009 qu'au premier (47 000 au total).

Mais dans tous les secteurs industriels, l'emploi direct reste en repli, à l'exception des industries agricoles et alimentaires. Au total, entre mi-2008 et mi-2009, l'industrie française a perdu près de 260 000 emplois, dont 113 000 intérimaires (équivalents temps plein).

5. Nombre d'intérimaires par secteur d'activité utilisateur

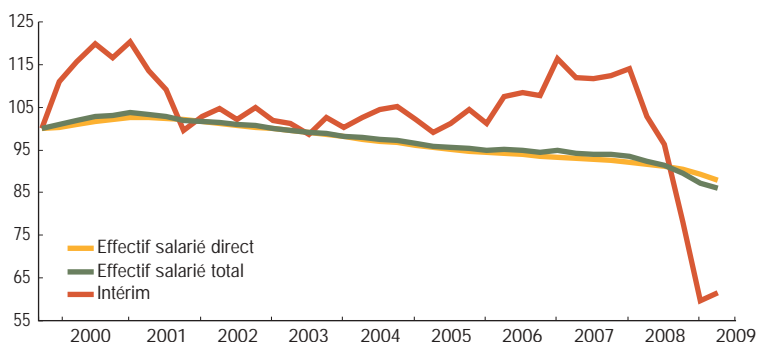
Données CVS

Secteur d'activité en nomenclature NAF	Volume de travail en équivalents-emplois à temps plein (en milliers)			Évolution annuelle 2007/2006 (en %)	Évolution annuelle 2008/2007 (en %)
	2006	2007	2008		
Industries agricoles et alimentaires	42,0	46,4	44,0	10,5	-5,2
Industries des biens de consommation	31,2	32,2	28,9	3,2	-10,2
Habillement, cuir	1,7	2,0	1,9	17,6	-5,0
Édition, imprimerie, reproduction	5,2	5,1	4,4	-1,9	-13,7
Pharmacie, parfumerie, entretien	12,0	12,0	12,0	0,0	0,0
Équipements du foyer	12,4	13,1	10,6	5,6	-19,1
Industrie automobile	26,0	28,2	26,3	8,5	-6,7
Industries des biens d'équipement	58,2	61,3	57,5	5,3	-6,2
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	10,1	10,4	10,5	3,0	1,0
Équipements mécaniques	34,8	38,1	35,4	9,5	-7,1
Équipements électriques et électroniques	13,3	12,8	11,6	-3,8	-9,4
Industries des biens intermédiaires	110,3	115,1	100,8	4,4	-12,4
Produits minéraux	12,5	13,3	11,8	6,4	-11,3
Industrie textile	3,6	3,7	3,0	2,8	-18,9
Bois et papier	12,9	13,2	11,4	2,3	-13,6
Chimie, caoutchouc, plastiques	29,7	30,6	26,1	3,0	-14,7
Métallurgie et transformation des métaux	35,5	38,3	34,1	7,9	-11,0
Composants électriques et électroniques	16,1	16,0	14,4	-0,6	-10,0
Énergie	6,6	7,1	6,8	7,6	-4,2
Production de combustibles et carburants	0,9	0,8	0,9	-11,1	12,5
Eau, gaz, électricité	5,7	6,3	5,9	10,5	-6,3
Industrie	274,3	290,3	264,3	5,8	-9,0

Source : Dares, exploitation des fichiers Unédic des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

6. Emploi salarié direct et intérim dans l'industrie

Indices, base 100 au 31 décembre 1999



Source : Insee.

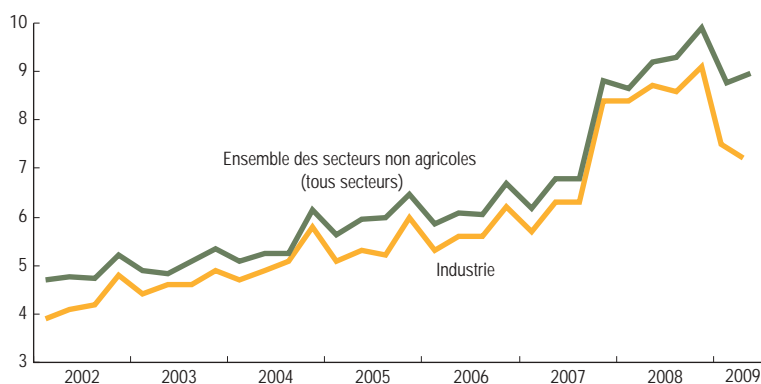
La baisse de l'activité industrielle a pesé sur le recours aux heures supplémentaires

Outre l'emploi, la durée du travail des salariés a été impactée par le recul de l'activité industrielle. Là encore, selon les pays, l'effet est contrasté, notamment entre les pays de l'Union européenne. Ainsi, entre le point haut du second trimestre de 2008 (pic d'activité avant la récession) et le premier trimestre de 2009, la durée hebdomadaire du travail dans l'industrie manufacturière a baissé de 0,7 heure au Royaume-Uni (passant de 43,3 heures à 42,6), de 0,5 heure en Italie et en Pologne, de 0,2 heure en Espagne. Par contre, elle n'a pas varié en Allemagne et en France qui, avec respectivement 40,2 et 40,1 heures au premier trimestre 2009, figurent parmi les pays européens où la durée hebdomadaire du travail dans l'industrie est la plus basse.

En France, la mise en place du dispositif sur les heures supplémentaires dans le cadre de la loi

« TEPA » a eu un impact fort sur le volume d'heures supplémentaires déclarées par les entreprises. Ainsi, alors que ce volume stagnait depuis la fin 2004, le nombre d'heures supplémentaires déclarées a augmenté de 32 % par salarié à temps complet entre le quatrième trimestre 2006 et le quatrième trimestre 2007. Cette progression s'est poursuivie durant l'année 2008, y compris au quatrième trimestre malgré la récession. Au total sur l'année, le nombre d'heures supplémentaires déclarées par salarié à temps complet s'est accru de 8 % dans l'industrie. En revanche, la chute a été brutale dans l'industrie au premier trimestre 2009, avec - 19 %, plus que dans l'ensemble des secteurs concurrentiels non agricoles (SCNA). Tous les secteurs industriels ont été touchés. Dans la fabrication de matériels de transport, le recours aux heures supplémentaires s'est contracté dès le troisième trimestre 2008 : entre le premier trimestre 2008 et le premier trimestre 2009, il s'est réduit de moitié. Au deuxième trimestre 2009, la baisse s'est poursuivie dans l'industrie alors que le recours aux heures supplémentaires a rebondi pour l'ensemble de l'économie.

7. Nombre moyen d'heures supplémentaires trimestrielles déclarées par salarié à temps complet, dans l'ensemble de l'économie et dans l'industrie



Champ : industrie manufacturière, y compris IAA et énergie.
Source : Dares, enquête Acemo.

8. Évolution du nombre moyen d'heures supplémentaires trimestrielles par salarié à temps complet

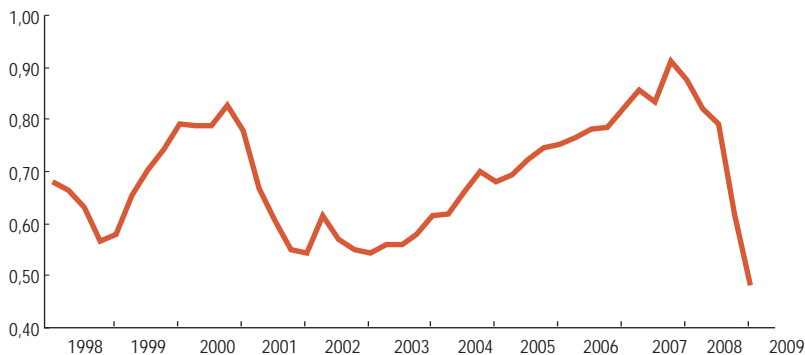
	4 ^e trim. 2007 heures	4 ^e trim. 2008 heures	Glissement annuel (%)	1 ^{er} trim. 2009 heures	évolution 1T 2009/ 4T 2008(%)
Denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac	7,7	9,1	18,2	7,2	-20,9
Cokéfaction et raffinage	2,9	2,9	0,0	1,9	-34,5
Équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	7,2	8,1	12,5	6,1	-24,7
Matériels de transport	7,0	5,1	-27,1	3,4	-33,3
Autres produits industriels	9,1	10,3	13,2	8,3	-19,4
Ensemble industrie	8,4	9,1	8,3	7,4	-18,7
Ensemble SCNA	8,8	9,9	12,5	8,8	-11,1

Champ : entreprises de 10 salariés ou plus.
Source : Dares, enquête Acemo.

Moindres tensions sur le marché du travail pour les métiers de l'industrie

Le rapport des offres aux demandes d'emploi (données recueillies par Pôle emploi), un indicateur de tension sur le marché du travail, a fortement chuté en 2008 : - 19 % sur l'année et - 11 % sur le seul quatrième trimestre (en données CVS). En outre, le recul de l'indicateur s'est accentué au premier trimestre 2009.

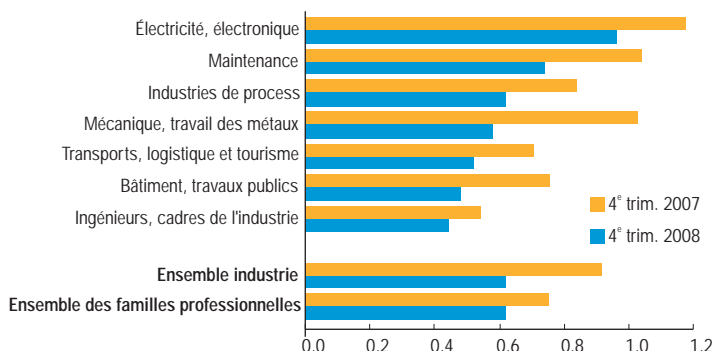
9. Rapport entre les offres et les demandes d'emploi enregistrées dans le domaine industriel



Champ : France métropolitaine.
Sources : Pôle emploi - Dares, séries trimestrielles, CVS.

Ce recul résulte de l'effet conjugué d'une baisse importante du nombre d'offres d'emploi collectées auprès des employeurs (- 8,7 % au quatrième trimestre) et d'une hausse des demandes enregistrées (+ 1,6 %). Tous les secteurs économiques sont concernés, mais l'industrie plus particulièrement du fait de la forte baisse d'activité survenue en fin d'année : l'indicateur de tension y a chuté de 33 % sur l'année 2008 et de près de 20 % au quatrième trimestre. Le secteur de la mécanique et du travail des métaux est le plus concerné.

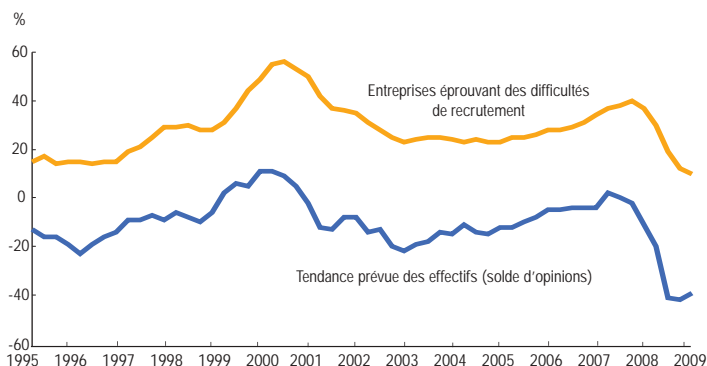
10. Indicateur de tensions par domaine professionnel



Champ : France métropolitaine.
Sources : Pôle emploi - Dares, séries trimestrielles, CVS.

Si la forte baisse de l'activité industrielle a atténué les tensions sur le marché du travail, la proportion d'entreprises éprouvant des difficultés de recrutement diminuant nettement, le manque d'attractivité structurel de l'industrie auprès des demandeurs d'emploi se manifeste encore : une part significative d'entreprises industrielles éprouvait toujours des difficultés de recrutement au premier trimestre 2009.

11. Prévisions d'effectifs et difficultés de recrutement dans l'industrie



Champ : industrie manufacturière, y compris IAA et raffineries de pétrole.
Source : Insee - enquête trimestrielle de conjoncture.

Encadré 1 : Un recul plus brutal que lors de l'éclatement de la « bulle internet » des tensions sur le marché du travail

En 2008, la baisse de la part d'entreprises éprouvant des difficultés de recrutement est plus importante que celle intervenue en 2001, lors de l'éclatement de la « bulle internet ». Depuis le point haut du premier trimestre 2001, la part des entreprises industrielles déclarant avoir des difficultés de recrutement avait baissé continûment jusqu'au troisième trimestre 2003, passant de 56 % à 23 %. A partir du début de l'année 2006, les difficultés de recrutement dans l'industrie se sont accrues jusqu'à arriver, au premier trimestre 2008, à un pic de 40 % d'entreprises industrielles déclarant avoir des difficultés à recruter. En un an, avec la chute de l'activité industrielle, cet indicateur a perdu 28 points, revenant à 12 % au premier trimestre 2009. À cette date, une majorité écrasante de chefs d'entreprises anticipaient une baisse probable des effectifs de l'industrie dans les trois mois à venir. Cependant, après avoir gagné fortement du terrain aux troisième et quatrième trimestres 2008, ce pessimisme ne s'est pas accentué au premier trimestre 2009.

Les salaires de base sont restés dynamiques

Dans l'industrie, les salaires de base sont restés dynamiques en 2008, malgré la détérioration du marché du travail en fin d'année. Le salaire mensuel de base (SMB) a progressé de 3,2 % en glissement annuel, davantage qu'en 2007 alors que le marché du travail était pourtant plus favorable. Le salaire horaire de base des ouvriers (SHBO) a progressé au même rythme que le SMB (+ 3,2 % en glissement annuel), lui aussi supérieur à celui de l'année précédente (+ 2,7 %). Malgré les tensions accrues sur le marché du travail, la fin des fortes hausses du Smic (hausse associée à la réduction du temps de travail) et la faible croissance des prix à la consommation jusqu'à la mi-2007 ont entraîné une stabilisation du rythme de croissance des salaires de base en 2006-2007. Au quatrième trimestre 2007 et au premier semestre 2008, en raison de

l'augmentation des prix de l'énergie et de l'alimentation, l'inflation a cependant accéléré et a limité les gains de pouvoir d'achat du salaire moyen par tête. Le Smic a ainsi été davantage revalorisé que l'année précédente, de 3,2 % le 1^{er} juillet 2008, entraînant une augmentation des SMB et du SHBO plus forte qu'en 2007.

Mais le ralentissement mondial de l'activité au second semestre 2008 et au début de 2009, entraînant la chute des cours du pétrole et des matières premières, a induit une forte baisse des prix de l'énergie et un fort fléchissement des prix alimentaires. Ainsi, le glissement général des prix est finalement revenu à + 1 % fin 2008 après + 2,5 % fin 2007, procurant en 2008 des gains de pouvoir d'achat qui s'étaient fortement réduits en 2007.

En 2009, l'inflation s'est encore réduite, l'indice des prix à la consommation reculant même de 0,3 % en mai en glissement annuel, une situation inédite depuis 1957. La revalorisation du Smic survenue le 1^{er} juillet 2009 a été limitée à 1,3 %, laissant augurer une modération salariale pour 2009, accentuée par la situation défavorable du marché du travail. Les premières informations disponibles pour 2009 font d'ailleurs état d'un retournement à la baisse du salaire moyen par tête dans le secteur marchand au premier trimestre du fait notamment de l'augmentation du recours au chômage partiel et de la contraction du nombre d'heures supplémentaires.

12. Les salaires dans l'industrie manufacturière

	Glissement annuel en fin d'année, en %				
	2004	2005	2006	2007	2008
Smic horaire	5,8	5,5	3,0	2,1	3,2
Salaire horaire de base des ouvriers	2,7	2,9	2,8	2,7	3,2
Salaire mensuel de base :					
Ouvriers	2,7	2,9	2,8	2,7	3,2
Employés	2,6	2,7	2,6	2,5	3,2
Professions intermédiaires	2,5	2,6	2,7	2,6	3,1
Cadres	2,3	2,3	2,5	2,5	2,9
Ensemble des salariés	2,6	2,7	2,7	2,6	3,2
Salaire moyen par tête	3,7	3,2	3,4	2,9	2,9
Indice général des prix	2,1	1,5	1,5	2,5	1,0

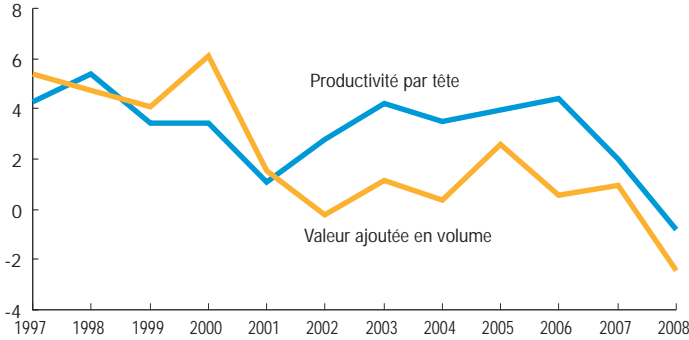
Champ pour les salaires de base : établissements de 10 salariés ou plus.
Sources : Insee, Dares - enquête Acemo, Acoss.

La productivité du travail a diminué ...

En 2008, la croissance de la valeur ajoutée en volume de l'industrie manufacturière a été stoppée par la récession de fin d'année : - 2,4 % en moyenne annuelle, après + 1,0 % en 2007. Afin de réduire des stocks devenus trop importants et d'éviter une chute des prix, l'arrêt technique de certaines installations a eu lieu pendant des périodes assez longues en fin d'année 2008 et début 2009, notamment dans l'industrie automobile, la chimie et la sidérurgie. Ces nombreuses journées de chômage technique, par la baisse de l'activité induite, ont grevé la productivité du travail par tête, qui a diminué de 0,8 % en moyenne annuelle en 2008 (après + 2 % en 2007). En effet, l'ajustement de l'emploi a été plus progressif (cf. encadré 2). La diminution de la productivité en 2008 marque une nette rupture avec la tendance passée (+ 3,5 % par an, en moyenne, au cours des années 1997 à 2006).

13. La productivité dans l'industrie manufacturière

Évolution en moyenne annuelle, %



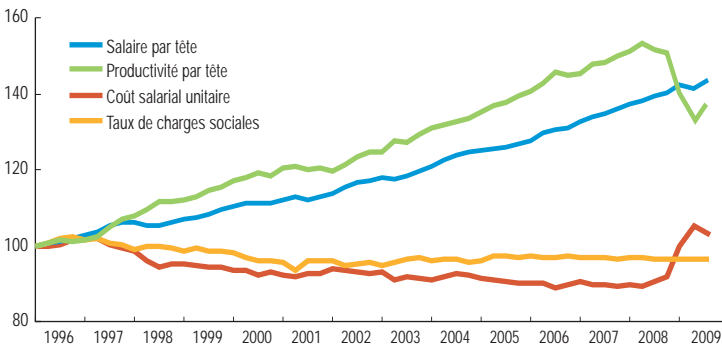
Source : Insee - Comptes nationaux trimestriels.

... entraînant une hausse des coûts salariaux unitaires

La baisse de la productivité, conjuguée à une hausse du salaire moyen par tête dynamique (+ 2,9 % comme en 2007), a entraîné une forte hausse des coûts salariaux unitaires en 2008 : + 3,5 % en moyenne annuelle (les taux de charges sociales ont diminué très légèrement pour la deuxième année consécutive). Cette forte hausse des coûts salariaux unitaires rompt avec la lente baisse des dix dernières années, même si la tendance est redevenue baissière au deuxième trimestre 2009.

14. Le coût salarial unitaire et ses composantes dans l'industrie manufacturière

Indices, base 100 au 4^e trimestre 1995



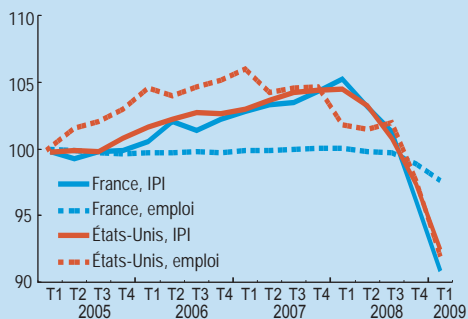
Source : Insee - Comptes nationaux trimestriels.

Encadré 2 : À l'exception des États-Unis et de l'Espagne, l'emploi industriel direct s'est ajusté avec retard à la baisse de l'activité, pesant sur la productivité du travail

En 2008, et plus encore au début 2009, la contraction de l'emploi industriel aux États-Unis a été massive. À la différence de la plupart des autres grands pays (hormis l'Espagne), l'ajustement de l'emploi au recul de la production a été immédiat (graphique 15). En France, comme dans d'autres pays, l'ajustement de l'emploi est beaucoup plus progressif : de nombreux dispositifs ont joué avec efficacité jusqu'ici pour en limiter les pertes. Mais cela se traduit dans ces pays par une perte de productivité d'autant plus importante que la durée hebdomadaire du travail restait inchangée. Il n'est cependant pas à exclure qu'un ajustement beaucoup plus brutal de l'emploi à la baisse de l'activité ne finisse par se réaliser et que les pertes d'emplois continuent d'être massives au cours des prochains trimestres de l'année 2009. Mais il est vrai qu'en Espagne, l'activité a baissé plus fortement que dans la plupart des autres grands pays européens et s'est accompagnée d'une baisse de la durée hebdomadaire du travail dans l'industrie.

15. Production industrielle et emploi industriel aux États-Unis et en France

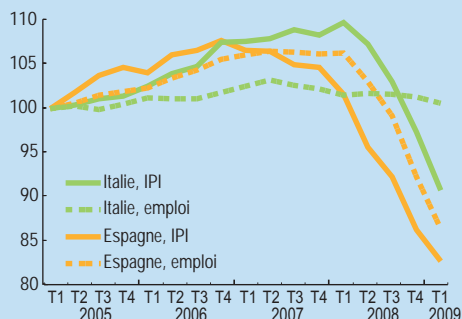
Indices, base 100 au 1^{er} trimestre 2005



Sources : Insee, OCDE, Eurostat, industrie, y. c. construction.

16. Production industrielle et emploi industriel en Italie et en Espagne

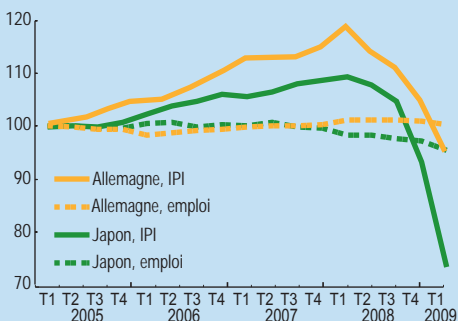
Indices, base 100 au 1^{er} trimestre 2005



Source : Eurostat, industrie, y. c. construction.

17. Production industrielle et emploi industriel au Japon et en Allemagne

Indices, base 100 au 1^{er} trimestre 2005



Sources : OCDE, Eurostat, industrie, y. c. construction.